Expulsion d'un squat par le RAID à Lille

Mardi matin, une scène tellement improbable qu'elle en deviendrait presque comique s'est déroulée dans les rues de Lille. La police, assistée d'une équipe du RAID, est intervenue pour déloger des squatteurs lillois.

Les squats, situés dans des maisons rue de Maubeuge et rue Philippe-de-Comines, se sont trouvés littéralement pris d'assaut par les forces d'élite du gouvernement qui, non content d'avoir décrété l'Etat d'urgence, violant ainsi nos droits les plus fondamentaux, a également inauguré l'ouverture de la chasse aux pauvres …

La décision d'expulser les squatteurs a été prise par un huissier de justice sur demande des propriétaires qui ne vivent pas dans les logements en question et ne les louent pas non plus. Ils participent ainsi indirectement à la mort de personnes sans-domicile et aux souffrances quotidiennes qu'endurent ceux-ci, surtout en ce début d'hiver. Car le juge peut décider d'expulser des squatteurs même en pleine trêve hivernale ! Cette affaire n'a rien d'un cas isolé, les expulsions et interventions de ce type deviennent de plus en plus récurrentes à Lille, en pleine crise du logement, et alors que plus de 6000 logements sont vides. Cet extrait d'un témoignage de l'un des squatteurs expulsés du squat de la Mangouste au sortir de l'hiver dernier est à cet égard édifiant :
« La Mangouste était un lieu squatté appartenant à l'Institut Pasteur et vide depuis 6 ans. Nous y avons vécu et fait des activités pendant 2 mois et demi, avant de nous faire expulser en grande pompe à 6 heures du matin, expulsion aussi absurde que disproportionnée : 150 keufs sur le boulevard Louis XIV et le GIPN dans notre salon, wesh !
Aujourd'hui, on nous réclame 10 000 balles d'amendes pour résistance abusive. Abusive parce que nous ne nous sommes pas contentés d'une résistance symbolique, mais que nous nous sommes organisés pour rester le plus longtemps possible dans cet endroit, en tenant les flics à l'extérieur de chez nous. La procédure n'a pas traîné. Il faut dire que Jacques Richir, président de l'institut Pasteur et adjoint au maire a le bras long. Aujourd'hui, trois mois après notre expulsion, le lieu est toujours vide et muré de toutes parts.
Pour d'autres maisons squattées, moins visibles, les choses se passent parfois différemment mais c'est pas mieux pour autant. Il y a à peine un mois, rue Jules de Vicq à Fives, le proprio vient déloger les habitants à la hache avec une quinzaine de potes, sous l'œil complice des keufs, en volant certaines affaires et en jetant les autres par les fenêtres. L'occupation avait été constatée la veille par la police et le propriétaire, apparemment, ne voulait pas s'emmerder avec une procédure d'expulsion »

Rappelons également que l'expulsion du squat de la Mangouste avait entraîné toute une mobilisation en solidarité avec les expulsés et en réponse à la violence de ces expulsions. Celles-ci ne sont ni plus ni moins que des démonstrations de force de la part d'un gouvernement en plein délire sécuritaire et surfant sur l'hystérie collective qui s'est emparée d'une partie de la population. La multiplication des drapeaux bleu-blanc-rouge sur les réseaux sociaux ne masque pas les multiples méfaits de l'extrême droite la plus radicale comme de l'extrême droite la plus institutionnelle. En effet, de tous les parti bourgeois, le FN est sans doute celui qui pousse la vis le plus loin en placardant massivement des affiches islamophobes dans les quartiers populaires au lendemain des attentats du vendredi 13 novembre. De l'autre côté, les néo-nazi / identitaires / fascistes de tous bords multiplient les passages à tabac, les saccages de lieux de culte, les graffitis haineux (croix celtiques, croix gammées, sigle SS, rune d'Odal tout y est !), ainsi que les inscriptions xénophobes et racistes « Stop Islam » et autres slogans venus de divers horizons ayant pour point commun la haine de tout ce qui ne leur ressemble pas ! Une personne d'origine turque a même été visée et attaquée à l'arme à feu à Cambrai le week-end dernier !
Plutôt que de céder au fatalisme et à l'injonction à l'union nationale comme l'on fait les partis membres du front de gauche -notamment le PG de Jean-luc Mélenchon et le PCF de Pierre Laurent- il convient de montrer clairement que nos revendications n'iront jamais dans le sens du système. Notre solidarité est à la fois avec les familles des victimes décédées vendredi, mais également avec le mouvement kurde qui fait face à l'armée turque et à Daesh et avec toutes les communautés endeuillées qui subissent les interventions impérialistes de l'Armée Française et les intimidations sordides de Daesh. Il ne faut pas oublier non plus celles et ceux qui subissent le racisme et l'islamophobie du gouvernement (contrôles au faciès, perquisitions brutales de mosquées sans motif, etc.) et de l'extrême droite (agressions aux motivations racistes, intimidations, marche contre l'Islam et l'immigration). Si une union est plus que nécessaire, c'est bien celle contre le délire sécuritaire et face à la répression.

Marc Rajman, le 20 novembre 2015